

Ali Larijani, l'homme du nucléaire, un partisan de la ligne dure

TEHERAN (AFP) - Ali Larijani, principal dirigeant iranien en charge du dossier nucléaire, a rompu avec la politique de dialogue avec les Occidentaux menée par son prédécesseur, menant une tactique de fait accompli malgré les pressions internationales.



Le secrétaire iranien du Conseil suprême de la sécurité nationale, Ali Larijani, à Moscou le 1er mars 2006 (© AFP/Archives - Alexander Nemenov)

M. Larijani, qui n'est pas parvenu à devenir président en juin 2005, a été nommé en août de la même année secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale et, à ce titre, en charge du dossier nucléaire.

Agé de 48 ans, l'homme s'était rendu célèbre en critiquant sévèrement la politique de l'ancienne équipe de négociateurs iraniens sur le nucléaire.

Il avait affirmé que l'Iran ne devait pas échanger la "perle" technologique iranienne, c'est-à-dire l'enrichissement d'uranium, contre le "bonbon" offert par les Européens, c'est-à-dire la coopération nucléaire, commerciale et politique.

Alors que son prédécesseur, le pragmatique Hassan Rohani, a maintenu le dialogue avec les Occidentaux pendant plus de deux ans, M. Larijani a clairement joué la rupture.

Il y a un an, il n'avait pas hésité à affirmer que "faire la moindre concession sur la technologie nucléaire reviendrait à la plus haute trahison".

En août 2005, il a soutenu la reprise des activités de conversion à l'usine d'Ispahan (centre) décidée pendant les derniers jours du gouvernement du

président réformateur Mohammad Khatami.

Ensuite, il a accéléré la reprise des activités nucléaires. En janvier 2006, alors que les Européens avaient accepté de reprendre langue avec Téhéran, les Iraniens ont annoncé la reprise des activités d'enrichissement d'uranium, considérée par les Européens comme la ligne rouge à ne pas franchir.

Ces derniers jours, M. Larijani a multiplié les déclarations et les mises en gardes aux Occidentaux.

"Si vous décidez des sanctions contre nous, notre relation avec l'Agence (internationale de l'énergie atomique, AIEA) sera suspendue", a-t-il déclaré mardi lors d'une conférence sur le nucléaire.

Il a même averti qu'"une action militaire contre l'Iran ne mènerait pas à l'arrêt du programme", mais pousserait Téhéran à le "cacher".

M. Larijani a totalement changé les hommes de l'ancienne équipe, tous proches de l'ancien président Akbar Hachémi Rafsandjani, favorable à un rapprochement avec l'Occident.

Ce grand personnage maigre, pâle et barbu, considéré comme un proche du guide suprême l'ayatollah Ali Khamenei, traîne la réputation de ne guère apprécier la concession.

Pourtant, c'est lui qui a annoncé la décision de l'Iran d'accepter de dialoguer avec les Etats-Unis sur la situation en Irak, à la demande "des frères irakiens".

Son frère, Mohammad Javad Larijani, a été de ceux qui ont toujours prôné un dialogue avec les Etats-Unis.

Entre 1994 et 2004, quand il était à la tête de la puissante radio-télévision d'Etat, M. Larijani a certes autorisé la diffusion de films étrangers, et même américains, mais n'a pas hésité à les censurer.

M. Larijani, né dans la ville sainte chiite de Najaf (Irak), fils d'une haute personnalité religieuse, le grand ayatollah Haj Mirza Hashem Amoli, et frère de Sadegh Larijani, religieux lui aussi et membre du Conseil des gardiens (institution ultra-conservatrice), a "islamisé" les émissions de télévision.

"La base de la culture iranienne, c'est l'islam, l'identité nationale et le renouveau intellectuel", dit celui qui est aujourd'hui marié à la fille de l'ayatollah Mortaza Mottahri, un des dirigeants de la Révolution, assassiné.

M. Larijani avait fait ses débuts à la télévision à 22 ans, après la Révolution, avec un diplôme de mathématiques et d'informatique de l'université de Téhéran.

Il a ensuite rejoint les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique. Il a été vice-ministre des Gardiens quand un tel ministère existait encore, et chef de l'état-major de cette garde prétorienne du régime.

Il a aussi été pendant deux ans le ministre de la Culture du président Akbar Hachémi Rafsandjani.